

# LES RICHES CONTRE LA NATION

Berlin, 20 octobre 1923.

La crise actuelle de l'Allemagne achève, nous semble-t-il, de démontrer pour tout observateur attentif — que les vieux mots et les intérêts d'une plate existence bourgeoise ne subjugent pas — l'irréremédiable déclin de l'ordre capitaliste. C'en est la deuxième démonstration, peut-être plus convaincante que la première : car entre les deux, il pouvait y avoir place pour un retour à la raison (si la raison avait quoi que ce soit de commun avec les lois profondes régissant l'ordre capitaliste).

En 1914, la civilisation européenne arrivait à l'apogée de sa prospérité. Un siècle de prodigieux développement scientifique, technique et industriel finissait pour elle par la conquête du globe. La planète explorée en tous sens, partagée, colonisée, n'était plus pour les grandes nations industrielles qu'un splendide domaine peuplé de centaines de millions d'ilotes noirs, bronzés, cuivrés, olivâtres, safranés... Toute une aristocratie intellectuelle pouvait nourrir le rêve anodin d'une sage évolution des grandes démocraties vers le socialisme — vers un socialisme rose évoqué par les périodes amplement, harmonieusement balancées des tribuns. La moyenne des habitants des grandes villes, même pauvres, jouissaient d'un confort plus réel que la moyenne des seigneurs français à la fin du règne de Louis XIV. Cette apogée de civilisation finit au 2 août 1914. Une époque de l'histoire humaine meurt avec les premiers soldats assassinés aux frontières de France et d'Allemagne.

Les causes du cataclysme étaient les mêmes que celles de la prospérité du vieux monde européen. La production capitaliste anarchique d'abord, jusque dans ses détails, monopolisée ensuite par des oligarchies de financiers, mettait en présence de formidables coalitions rivales ; la science et la technique les armaient ; le partage — fini — du monde les obligeait à se battre pour un nouveau partage... La loi d'exploitation qui est l'essence de l'« ordre » capitaliste aboutissait à la guerre pour les marchés coloniaux, c'est-à-dire pour l'exploitation des peuples vaincus...

La guerre a coûté à l'Europe (d'après les statistiques admises par les savants allemands) et au monde 10.200.000 de soldats tués ; un accroissement de la mortalité civile de 6.000.000 ; une diminution de naissances estimée à 20.850.000. Au total, *trente-sept millions de vies humaines*... Plus — car le sang et l'argent s'additionnent en régime capitaliste — 760 milliards de marks or... 16.600.000 tonnes de navires de commerce et de guerre ont été coulés, 8.850 avions « descendus »... Parmi ce peuple entier de massacrés, combien d'hommes de génie, combien de talents, combien de producteurs intelligents y avait-il qui eussent pu conduire

l'humanité à des conquêtes devenues inconcevables ? L'incommensurable richesse gaspillée en poudre et en fumée, cervelles broyées, chairs mutilées ne pouvait-elle pas servir de base à une société, à une culture nouvelles ? Ce véritable suicide d'un univers prouve à quel degré le système dont il était l'aboutissement logique se condamne lui-même...

Non moins ample d'ailleurs par ses conséquences, la tragédie allemande vérifie, confirme ce premier verdict de l'histoire. L'Allemagne capitaliste ne meurt pas seulement des suites désastreuses du traité de Versailles. Une des grandes causes *intérieures* de son effondrement réside dans les contradictions internes inhérentes aux Etats dominés par des oligarchies capitalistes. Elle est tuée par l'effet des lois mêmes qui font, aujourd'hui, la prospérité des Etats-Unis et de la France capitaliste.

Tandis que la guerre nous a révélé quelles insolubles contradictions internationales existent entre les intérêts vitaux de groupes de puissances impérialistes (et, sur un autre plan, entre les puissances impérialistes et les intérêts de la civilisation), la débâcle de l'Allemagne nous révèle l'incompatibilité des intérêts de la grande bourgeoisie et des autres classes sociales dans le cadre d'une nation même (et, sur un autre plan, l'incompatibilité du régime bourgeois avec les intérêts de la nation considérée comme un ensemble de travail et de culture).

\*\*



Dessin de Georges Grosz.

Ces réflexions inspirées par la situation de l'Allemagne me paraissent d'autant plus justes qu'un parallèle rigoureux peut être tracé entre le rôle actuel de la bourgeoisie germanique et celui de la bourgeoisie russe entre 1915 et 1922. Dans les deux cas, l'ancienne classe dominante apparaît comme un facteur de désagrégation nationale. La « nation » bourgeoise a vécu, du moins dans ces deux pays d'Europe. Je viens de lire dans un compte rendu du Reichstag qu'à la séance du 9 octobre — pendant les négociations séparées des industriels de la Ruhr avec le général Degoutte — le député nationaliste allemand Wulle déclarait les industriels d'Insel Borkum (Westphalie) résolus à demander la *protection de la Hollande* contre la « terreur communiste ». Et je me suis souvenu d'une date : Le 20 septembre 1792, à Valmy, les soldats de la Révolution française — de la Révolution du Tiers-Etat — battaient le duc de Brunswick au cri tonnant pour la première fois sur un champ de bataille, de *Vive la nation !* Jusque-là, on ne s'était battu que pour les rois. Il n'y avait pas eu d'armées nationales ; les armées royales, relativement peu nombreuses, étaient composées de soldats professionnels racolés, achetés ou contraints. A des intérêts dynastiques, féodaux, nobiliaires, la Révolution française substituait